

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Nature en ville et
biodiversité**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absents / Excusés :

Flora LABOURIER

**Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Nature en ville" à
l'association Salon de l'Écologie - Exercice 2024 - Convention - Approbation -
Autorisation de signature**

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, située au sein du bassin méditerranéen, considéré comme l'un des « 35 *hotspots mondiaux de biodiversité* », abrite une biodiversité particulièrement riche. La protection de cette biodiversité implique une bonne connaissance des dynamiques de la biodiversité sur les territoires et une adaptation des pratiques d'aménagement et de gestion.

Consciente de ces enjeux, la Ville de Montpellier est engagée dans une gestion écologique de tous ses espaces verts et naturels et mène de nombreuses actions en faveur de la biodiversité : amélioration de la connaissance, des pratiques de gestion et de la sensibilisation du public. Cet engagement se traduit par une volonté d'actions quotidiennes auprès des populations permettant de soutenir la biodiversité du territoire. Le Comité Arbre, le dispositif Montpellier Main Verte répondent entre autres à cet objectif de protection de la biodiversité.

Montpellier est reconnue comme un haut lieu de l'écologie française et internationale. C'est l'un des grands pôles mondiaux de recherche et de gestion en biodiversité par la présence de nombreux laboratoires d'excellence en écologie. La Ville de Montpellier, à travers notamment un partenariat avec le Centre d'Ecologie Evolutive et Fonctionnelle (CEFE) depuis 2021 et la convention cadre de partenariat 2023 entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et 11 établissements de recherche dans le domaine de la santé, s'associe pleinement à cette dynamique.

L'Association Salon de l'Ecologie est une association régie par la loi 1901. Elle organise à Montpellier le Salon de l'Ecologie, unique rendez-vous annuel de la filière professionnelle de l'écologie qui permet de réunir, de connaître et de faire connaître tous les acteurs du domaine.

Le Salon de l'Ecologie est devenu en 2022, « *AdNatura, le Salon Professionnel National de l'Ecologie et de la Biodiversité* » et a affirmé ainsi sa volonté de prendre une nouvelle dimension. En 2023, le salon Ad Natura co-organisé avec l'Office français pour la Biodiversité et de nombreux partenaires dont la Ville de Montpellier, s'est déroulé les 12 et 13 décembre au Parc des expositions, il a accueilli plus de 2 800 participants.

Cette année « *AdNatura, le Salon National des Professionnels de l'Écologie et la Biodiversité* » se tiendra les 10 et 11 décembre 2024, il est organisé par l'association Salon de l'Ecologie, en partenariat avec l'Office français de la biodiversité, la Région Occitanie, l'Agence Régionale de la Biodiversité Occitanie, la Métropole et la Ville de Montpellier, l'Université de Montpellier, et le défi Clé BiodivOc. Cette édition 2024 se tiendra dans des espaces réservés à la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier et à l'Institut de Botanique, sur Montpellier. Un événement cette année ramené en centre-ville, qui sera idéalement desservi et accessible par tous.

La programmation proposée cette année est la suivante : un congrès scientifique et technique sur le thème de « *la recherche et la gestion de la biodiversité en temps de crises écologiques* ». Le défi clé régional BiodivOc et ses partenaires se réunissent pour proposer deux journées de réflexion et d'échanges transdisciplinaires. Avec le soutien du CNRS, de l'Université de Montpellier, du LabEx CeMEB et de la Région Occitanie.

Un Carrefour des métiers et formations : « *la filière professionnelle de l'écologie et de la biodiversité* ». L'association Salon de l'Ecologie proposera un cycle de tables rondes, traitant chacune d'un secteur professionnel et faisant l'actualité des opportunités professionnelles et des besoins en compétences/formations associées aux niveaux techniciens, ingénieurs, chercheurs et cadres. De plus, elles mettront en avant les évolutions à venir en lien avec les grands enjeux de la transition écologique (climat, biodiversité, pollution mondiale, ressources naturelles et biologiques, inégalité sociale, économie circulaire et durable...).

La partie « *forum* » du Salon avec les stands des acteurs du secteur n'est pas maintenue pour l'édition 2024.

Dans la continuité du soutien accordé en 2022 et en 2023 la Ville de Montpellier souhaite cette année soutenir à nouveau l'évènement « *AdNatura, le Salon Professionnel National de l'Ecologie et de la Biodiversité* ». L'association Salon de l'Ecologie a fait une demande de subvention à la Ville de Montpellier de 30 000 € pour la réalisation de « *AdNatura, le Salon Professionnel National de l'Ecologie et de la Biodiversité* » en 2024. En contrepartie, l'Association s'engage à prévoir des temps d'interventions lors des conférences/tables rondes/ateliers, afin de présenter les actions menées par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole dans le champ de la biodiversité.

La Ville de Montpellier souhaite apporter son soutien à l'organisation du Salon AdNatura par la signature d'une convention d'attribution d'une subvention de 30 000 € à l'association Salon de l'Ecologie et en réalisant un relai sur la communication autour de l'évènement sur le site internet de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention entre la Ville de Montpellier et l'Association Salon de l'Ecologie ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 274352_Convention subvention Salon de l'ecologie Ville MTP 2024version sept

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279825-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



**Association
Salon de l'Écologie**

CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION 2024 ASSOCIATION SALON DE L'ÉCOLOGIE VILLE DE MONTPELLIER

Entre

La **Ville de Montpellier**, collectivité territoriale commune, n° SIRET 213 401 722 01787, code NAF 8411Z, ayant son siège social 1 Place Georges Frêche, 34267 MONTPELLIER, représentée par son Adjoint au Maire Monsieur Stéphane Jouault, désignée ci-après « Ville de Montpellier »,

d'une part

Et

L'**Association Salon de l'Écologie**, association de loi 1901, n° Siret : 528 180 136 000 20, dont le siège est sis Université de Montpellier, 163 rue Auguste Broussonet, 34090 MONTPELLIER, représentée par sa Présidente, Aline Keustermans, Ci-après désignée par les termes « le bénéficiaire »,

d'autre part.

Vue la délibération **XXX** du Conseil Municipal du **XXX** autorisant la signature de la présente convention,

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Préambule :

La Ville de Montpellier est située au sein du bassin méditerranéen, considéré comme l'un des « 35 hotspots mondiaux de biodiversité », elle abrite ainsi une biodiversité particulièrement riche. La protection de cette diversité biologique exceptionnelle relève d'une responsabilité collective. Cette protection nécessite de déployer des actions concrètes qui doivent s'inscrire dans le temps ; elle implique une bonne connaissance des dynamiques de la biodiversité sur nos territoires, une adaptation des pratiques d'aménagement et de gestion mais aussi une éducation et une sensibilisation des habitants et acteurs du territoire.

Consciente de ces enjeux la Ville Montpellier est engagée dans une gestion écologique de tous ses espaces verts et naturels. Dès 1995, une gestion différenciée y a été appliquée permettant d'ajuster au mieux leur entretien à leur usage. Montpellier a depuis fait progressivement évoluer la gestion de ces espaces vers une gestion écologique. Mobilisée dès 2010 dans la constitution d'un plan d'action Biodiversité, la Ville mène depuis de nombreuses actions en faveur de la biodiversité: amélioration de la connaissance, des pratiques de gestion et de la sensibilisation du public. Depuis plus de 10 ans la Ville coordonne le dispositif Montpellier Main Verte, un programme de sensibilisation à la place de la nature en ville, à la biodiversité et aux pratiques de jardinage vertueuses. La Ville organise de nombreux événements pour sensibiliser le grand public et les acteurs du territoire à l'importance de la Nature en Ville : Fête de la biodiversité, Festival SEVE, Plantations participatives...

Parmi ses opérations phares actuelles, Montpellier s'investit dans la mise en application de la Charte de l'Arbre réactualisée en 2021, le déploiement du Bon de Végétalisation permettant aux montpelliérains de participer à la végétalisation de la ville, l'opération 50 000 arbres ayant comme objectif de développer la canopée urbaine ou encore le partenariat avec le Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive du CNRS initiée en 2021 ou encore la convention cadre de partenariat 2023 entre Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier et 11 établissements de recherche dans le domaine de la santé . Cet engagement de la Ville de Montpellier se traduit par une volonté d'actions quotidiennes auprès des populations permettant de soutenir la biodiversité sur son territoire.

La Ville de Montpellier est reconnue comme un haut lieu de l'écologie française et internationale. C'est l'un des grands pôles mondiaux de recherche et de gestion en biodiversité par la présence d'un réseau de laboratoires d'excellence en écologie (LabEx CeMEB), de l'I-SITE MUSE Montpellier Université d'Excellence et le lieu d'implantation de l'Office Français de la Biodiversité (antenne terrestre). L'Université de Montpellier occupe également la troisième place du prestigieux classement de Shanghai 2022 dans la discipline de l'écologie scientifique.

L'Association Salon de l'Ecologie est une association régie par la loi 1901. Elle a pour but l'organisation du Salon de l'Ecologie, unique rendez-vous annuel de la filière professionnelle de l'écologie qui permet de réunir, de connaître et de faire connaître tous les acteurs du domaine. En 2022, le Salon de l'Ecologie est devenu « AdNatura, Le Salon National des Professionnels de l'Ecologie et de la Biodiversité », affirmant ainsi sa volonté de prendre une nouvelle dimension et d'accroître sa visibilité.

En octobre 2022 s'est tenu la première édition d'AdNatura, le Salon National des Professionnels de l'Écologie et de la Biodiversité, au Parc des Expositions de Montpellier, accueillant plus de 2 000 participants avec plus de 90 structures représentées (entreprises, collectivités, associations, établissements de formations, établissement public, etc.). En 2023 le salon Ad Natura s'est déroulé les 12 et 13

décembre au Parc des expositions, il a été co-organisé avec l'Office français pour la Biodiversité et a accueilli 2 800 participants.

Dans la continuité du soutien accordé en 2022 et en 2023, la Ville de Montpellier souhaite soutenir en 2024 l'évènement « AdNatura, Le Salon National des Professionnels de l'Ecologie et de la Biodiversité » et bénéficier d'un temps de parole lors des différentes journées du colloque pour promouvoir ses missions et activités.

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties dans le cadre de l'attribution à l'association du Salon de l'Ecologie par la Ville de Montpellier, d'une subvention destinée à appuyer le développement des projets décrits dans l'article 2.

Article 2. Projet faisant l'objet de la présente convention

L'association Salon de l'Ecologie organise en 2024 le salon « AdNatura, le Salon National des Professionnels de l'Écologie et la Biodiversité ». Cet événement qui se tiendra les 10 et 11 décembre 2024 est organisé en partenariat avec l'Office français de la biodiversité, la Région Occitanie, l'Agence Régionale de la Biodiversité Occitanie (ARB Occitanie), La Métropole et la Ville de Montpellier, l'Université de Montpellier BiodivOc; et avec le soutien de nombreux partenaires.

Il permet de réunir, de connaître et de valoriser tous les acteurs de la filière professionnelle de l'écologie et de la biodiversité. Dirigeants, ingénieurs, techniciens, chercheurs, enseignants, gestionnaires, animateurs, communicants, aménageurs : toutes les cultures professionnelles sont réunies pour cet événement qui rassemble toutes les organisations et acteurs engagés dans la transition écologique et la conservation de la biodiversité, tant privés que publics (entreprises, associations, établissements publics, collectivités territoriales, intercommunalités, services de l'État, etc.).

C'est également l'occasion pour les lycéens, étudiants, jeunes diplômés, et toutes personnes en reconversion de se renseigner sur les emplois et les employeurs de cette filière. Les établissements de formations menant aux métiers de cette filière sont représentés dans leur diversité et complémentarité : BTS, Licences générales et professionnelles, Écoles d'Ingénieurs, Masters, Écoles Doctorales, etc.

Au-delà d'un patrimoine commun à conserver et d'une filière professionnelle d'avenir, la biodiversité est la source d'innovations durables pour mener et réussir la transition écologique qui nous mènera à un développement humain pérenne. Pour l'illustrer, chaque année, AdNatura met à l'honneur un thème d'actualité et d'avenir au travers de ses conférences, ateliers et tables rondes.

L'édition 2024 se tiendra dans des espaces réservés à la MSH Sud et à l'Institut de Botanique, à Montpellier ; un événement ramené en centre-ville, idéalement desservi et accessible par tous. Cette édition se veut particulière et sera la transition entre le format AdNatura complet des années précédentes, et un format retravaillé et adapté à l'association pour les années à venir. La partie « forum » avec les stands n'est pas maintenue, reste au programme les parties « congrès scientifique et technique » et « carrefour des métiers et formations ». La programmation proposée cette année est la suivante :

RECHERCHE ET GESTION DE LA BIODIVERSITÉ EN TEMPS DE CRISES ÉCOLOGIQUES

Le défi clé régional BiodivOc et ses partenaires (OFB, SFE², LabEx CeMEB et ARB) se réunissent pour proposer deux journées de réflexion et d'échanges transdisciplinaires. Avec le soutien du CNRS, de l'Université de Montpellier, du LabEx CeMEB et de la Région Occitanie.

ADNATURA - CARREFOUR DES MÉTIERS ET FORMATIONS DE LA FILIÈRE PROFESSIONNELLE DE L'ÉCOLOGIE ET DE LA BIODIVERSITÉ

L'association Salon de l'Ecologie proposera un cycle de plusieurs tables rondes, en fin de chaque journée à la suite du colloque, traitant chacune d'un secteur professionnel et faisant l'actualité des opportunités professionnelles et des besoins en compétences/formations associées aux niveaux techniciens, ingénieurs, chercheurs et cadres. De plus, elles mettront en avant les évolutions à venir en lien avec les grands enjeux de la transition écologique (climat, biodiversité, pollution mondiale, ressources naturelles et biologiques, inégalité sociale, économie circulaire et durable, verdissement des activités et des organisations dans le cadre de la croissance verte, etc.). La mise en place d'un mur de l'emploi en ligne est en cours de réflexion également. Des événements OFF et animations pourront être proposées également.

Article 3. Concours financier de la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier s'engage à soutenir financièrement l'association Salon de l'Ecologie, à hauteur de 30 000 € (trente mille euros) selon les procédures comptables en vigueur.

La subvention est versée exclusivement à l'association Salon de l'Ecologie. Le paiement se fera à la signature de la présente convention.

Article 4. Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à travailler en étroite collaboration avec la Ville de Montpellier. Une réunion de pilotage du partenariat sera organisée au moins une fois par an, afin de dresser le bilan du partenariat de l'année précédente et de préparer l'exercice suivant.

Le bénéficiaire est tenu de remettre à la Ville de Montpellier les documents d'évaluation suivants avant le 31 mai 2025 :

- le rapport d'activité 2024, ainsi qu'une note décrivant les actions mises en œuvre dans le cadre du projet subventionné, ainsi que leurs résultats,
- les comptes annuels détaillés de la structure (compte de résultat et bilans comptables).

Le bénéficiaire s'engage à communiquer au travers de ses propres supports sur les opérations qui seront menées en partenariat avec la Ville de Montpellier.

Le bénéficiaire s'engage à mentionner la participation financière la Ville de Montpellier sur tout support de communication, notamment dans ses rapports avec les médias, lors de ses participations à des événements, dans la publication de ses documents de communication institutionnelle ainsi que sur son site Internet, dans la rubrique consacrée aux partenaires financeurs.

Le bénéficiaire s'engage à prévoir des temps d'interventions lors des conférences/tables rondes/ateliers, afin de présenter les actions menées par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole dans le champ de la biodiversité.

Article 5. Modalités de versement de la subvention

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire. La subvention sera créditée sur le compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Le paiement se fera à la signature de la présente convention par virement administratif, en un seul versement.

Article 6. Durée de la convention

La présente convention est établie au titre de l'année 2024, prend effet à la date de signature et prend fin le 31 décembre 2024.

Article 7. Contrôle

Conformément aux dispositions de l'Article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Ville de Montpellier se réserve le droit de contrôler les informations comptables et financières du bénéficiaire et de procéder ou faire procéder sur place et sur pièces à toutes vérifications utiles.

Article 8. Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Article 9. Reversement, résiliation et litiges

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, l'autre partie peut résilier de plein droit la présente convention, après un délai de 15 jours suivant la mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet.

Si la convention est réputée comme résiliée de plein droit, le bénéficiaire ne pourra réclamer de compensation financière.

En cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention, la Ville de Montpellier, après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, décide de mettre fin à l'aide ou exige le reversement partiel ou total des sommes versées.

Le remboursement des sommes versées pourra être notamment exigé si les pièces justificatives ne sont pas produites tel que stipulé à l'article 7.

Une modification de l'action qui établirait un changement d'objectif non conforme à cette convention entraînera la résiliation de celle-ci, sans formalités préalables de la part de la Ville de Montpellier. La résiliation donnera alors lieu au remboursement des sommes et attributions indûment perçues.

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif de Montpellier.

Article 10. Contrat d'engagement républicain

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet.

Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention ou lettre d'engagement.

Fait en trois exemplaires à Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Monsieur Stéphane JOUAULT

Adjoint au Maire délégué à la Nature en Ville et à la Biodiversité

Pour l'association du Salon de l'Ecologie

Madame Aline KEUSTERMANS

La Présidente de l'association Salon de l'Ecologie

Annexe 1 - CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

**CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS
ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN
AGREMENT DE L'ÉTAT**

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les

organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.
Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.
Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.
Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.
Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.